

5 juin 1982 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse de M. François Mitterrand, Président de la République, lors du sommet des pays industrialisés, notamment sur la coopération internationale face aux nouvelles technologies, les négociations monétaires et commerciales, le commerce Est - Ouest, les conflits internationaux, Château de Versailles, samedi 5 juin 1982.

Mesdames et messieurs,

- Je suis heureux de vous rencontrer à l'occasion du sommet des pays industrialisés.
- Nous aurons l'occasion demain de nous revoir dans-le-cadre d'une conférence de presse où seront rassemblés tous les participants, chefs d'Etat et chefs de gouvernement. Je pense que le contact a été constamment maintenu avec vous au-cours des travaux, hier soir et aujourd'hui, pour vous tenir informés du déroulement des conversations. Je suppose donc que vous êtes déjà très au courant de ce qui s'est passé. Permettez-moi cependant de vous le résumer.

- Hier soir, après l'accueil de nos hôtes, eut lieu un dîner de travail, suivi d'une longue conversation, qui nous a conduits jusqu'à 11h30, 23h30, entre les chefs d'Etat et de gouvernement, compte tenu de la présence de la Communauté, c'est-à-dire entre neuf personnes.

- Il était convenu que l'on parlerait surtout de l'état du monde, la situation internationale. Nous avons évoqué plusieurs grands sujets de l'heure et, particulièrement, des événements touchant aux îles Malouines.

Ce matin a commencé la première séance plénière. Différents rendez-vous bilatéraux ont eu lieu, ici ou là. Personnellement, j'ai pris un petit déjeuner avec le chancelier Helmut Schmidt et la séance du matin a été consacrée au rapport introductif que j'ai présenté en ma qualité de président pour l'année du groupe des pays industrialisés.

- Ce rapport était essentiellement consacré à ce que l'on appelle les relations de la technologie, de l'emploi, de la croissance. Ce document vous a été communiqué en diverses langues, il est donc à votre disposition pour le cas où nous aurions manqué de vous le transmettre à tel ou tel d'entre vous.

- Ce rapport prévoit des actions concrètes de coopération internationale, en-matière de recherche, d'industrie, de formation, d'emploi et, élargissant ces horizons, propose une réflexion sur les problèmes de culture, les relations de la culture et de la vie sociale autour de, avec ou grâce-aux nouvelles technologies.

- J'ai demandé que soient inscrites dans notre action commune, non seulement une vision d'ensemble des -rapports entre la troisième révolution industrielle et les solutions de nos sociétés, mais aussi la mise en place d'un groupe de travail, de façon qu'on ne s'en tienne pas strictement aux idées, toujours intéressantes dans un domaine semblable. Mes objectifs n'étaient pas seulement, et même pas du tout, d'occuper le temps de la conférence par l'étude exhaustive d'un problème nécessitant, ils étaient de faire comprendre, et cela a été parfaitement compris, que

problème passionnant, ils étaient de faire comprendre, et cela a été parfaitement compris, que c'était l'une des dimensions de notre travail, si l'on veut préparer les années prochaines et dominer la crise et, au-delà des années prochaines, vraiment regarder en face les échéances du siècle prochain.

- Ce rapport a rencontré, je dois le dire, et je m'en réjouis, un vaste accord & chaque délégation est intervenue, a ajouté ses suggestions et un groupe de travail est immédiatement mis en place avec pour mission de rapporter, de mettre noir sur blanc ses propositions d'ici la fin de cette année 1982 et le sujet sera mis à l'ordre du jour dans l'intervalle, mais aussi lors de la prochaine réunion au sommet qui se tiendra aux Etats-Unis d'Amérique.

- Ce groupe de travail sera présidé, puisque c'est la France qui assume cette présidence pour l'année en-cours par un Français.\

Le déjeuner qui a suivi a également été un déjeuner de travail & on y a abordé surtout le problème des relations Est - Ouest, sous les aspects politiques et les aspects économiques.

- Puis, nous avons repris la séance plénière qui a été consacrée pour l'essentiel à l'étude de questions économiques autour de deux axes principaux : les problèmes monétaires et les problèmes commerciaux.

- Pour parler brièvement, je crois pouvoir dire qu'un accord devrait normalement être mis au net demain, selon la procédure de travail suivante : un document avait été préparé par ceux qu'on nomme les sherpas, ceux qui préparent l'ascension des sommets et qui sont les représentants personnels de chacun des participants.

- Ce rapport a été étudié par les ministres de l'économie et des finances et ces ministres ont adopté, à quelques variantes près, les propositions des représentants personnels. Ce texte a fait l'objet d'une discussion en séance plénière.

- Les points de divergence qui restaient ont été réglés. Restait la mise en forme. Elle fera l'objet d'un dernier examen à-partir de maintenant et avant le dîner et pendant le dîner. Le cas échéant entre les ministres de l'économie et des finances et qui d'ailleurs rencontrent ce soir les ministres des affaires étrangères, et le tout sera remis aux représentants personnels qui ont pour charge d'agencer l'ensemble des textes, de leur donner une tonalité commune et de les soumettre à la conférence plénière qui, au début de l'après-midi mettra en ordre la résolution finale.

- J'espère avoir été clair, la discussion monétaire est terminée. Ce que j'appelle encore l'esquisse d'un accord tant qu'il n'est pas formellement proclamé - je dois tenir compte du délai qui le sépare de demain, au début de l'après-midi - je peux vous en dire assez pour estimer que l'accord portera assurément sur la mise en oeuvre d'une reconstruction du système monétaire international `SMI` à moyen terme, sur l'acceptation d'un recours, si nécessaire, à des interventions sur les marchés des changes pour combattre les fluctuations erratiques.

- Les ministres de l'économie et des finances dont je viens de vous parler ont commencé, continueront la mise au net d'une définition du programme de travail adapté et prépareront la déclaration dans les conditions que j'ai dites.\

La discussion sur les négociations commerciales a commencé & elle a surtout porté sur la conférence du GATT et disons, en termes concrets, sur les relations commerciales de l'Europe, de la Communauté `CEE` en-particulier, sur-le-plan agricole et de ses partenaires américains, sans oublier le Japon. Elle a porté d'une façon plus particulière, elle continuera demain matin, sur les relations du Japon, des Etats-Unis d'Amérique ou du bloc américain et, d'autre part, de la Communauté, étant entendu que les mesures proposées par le Japon avant l'ouverture du sommet sont appréciables, peuvent être complétées, mais sont davantage portées à régler des problèmes du côté de l'Amérique du Nord que du côté de la Communauté.

- Cet examen sera fait.\

Après quoi, nous aborderons, puisqu'il s'agira de la fin de la discussion et de l'essentiel du temps restera libre demain matin, l'étude des relations Nord - Sud, et si tel ou tel problème de politique internationale se présentait, en ma qualité de président de séance, j'aviserais.

- Dernier repas de travail à 13h, réunion de la séance plénière pour l'examen de la déclaration finale et, à 17h, conférence de presse de l'ensemble des chefs d'Etat et de gouvernement & après quoi le soir aura lieu un dîner, dîner que le Président de la République française et le

gouvernement français devaient naturellement à l'hospitalité, qui sera suivi d'un certain nombre de festivités, toujours dans-le-cadre de l'hospitalité due à nos hôtes.

- Voilà le schéma, c'est à vous de me dire sur quels points porte votre curiosité, en pensant dès maintenant que nous sommes au milieu du travail et que je ne peux considérer comme acquis l'ensemble des réponses qui s'amorcent, je m'exprime donc avec les réserves d'usage que vous comprendrez bien.

- Qui demande la parole ?\

QUESTION.- Philippe Sassier, Antenne 2 ...

- LE PRESIDENT.- On ne vous entend pas, monsieur Sassier. C'est un hémicycle dans lequel il y a des difficultés. Chaque fois que j'y suis venu, c'était dans des circonstances bruyantes, en particulier lors de l'élection d'un Président de la République en 1953.

- QUESTION.- Est-ce que vous m'entendez ?

- LE PRESIDENT.- On essaiera de vous entendre. Une salle comme celle-là est faite pour avoir une bonne acoustique. Alors cela doit marcher tout seul.

- QUESTION.- Au sujet des problèmes monétaires, monsieur le Président, je voulais vous demander si la France était prête à accepter un certain contrôle de la vie monétaire internationale, de la part du Fonds monétaire, du FMI ?

- LE PRESIDENT.- La France n'est pas décidée à n'importe quoi, mais la France est l'un des pays qui proposent. Donc il ne s'agit pas de dire qu'il subit, c'est un pays qui propose que de l'ordre soit mis dans le domaine monétaire. Nous sommes un des pays demandeurs, estimant que la guerre économique qui se livre entre des pays amis rend insupportable et en même temps tout à fait difficile l'harmonie de nos positions sur les autres terrains. En plus cela complique la vie de chacun.

- Donc, la France est un pays demandeur, et pour l'instant, je ne vous parle pas essentiellement du Fonds monétaire international, je vous parle de l'amorce de régularisation, d'assainissement, de stabilisation des cours des monnaies. Bien entendu, cela se fera en relation avec le FMI mais c'est un autre sujet.\

QUESTION.- Monsieur le Président, j'ai déjà eu l'honneur de vous poser une question à Rome. Cette fois, je veux vous demander comment vous estimez possible de concilier toutes les déclarations d'aide et de bonne volonté faites par les pays industrialisés à l'égard des pays en voie de développement lorsqu'on a affaire à une guerre entre deux pays appartenant aux deux parties `Argentine - Grande-Bretagne` ? Est-ce que vous ne croyez pas que le conflit des îles Malouines a élargi l'écart déjà si dramatique entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement ?

- LE PRESIDENT.- Ce que je peux vous dire, c'est que je ne m'exprime pas ici, pour l'instant en qualité de Président de la République française - fonction qui me fera, d'ici peu, m'exprimer -. Je m'exprime en tant que président de la conférence du sommet des pays industrialisés. Je ne vais donc pas étendre cette rencontre de ce soir, qui n'est d'ailleurs que préparatoire à celle de demain, par toute une série de considérations qui me seraient personnelles, ou qui viseraient simplement la politique de mon pays à l'égard de l'ensemble des problèmes qui se posent sur la surface de la planète.

- Donc, il ne faut pas qu'il y ait de malentendu entre nous : ce n'est pas l'objet de cette rencontre. Je suis là pour vous informer de l'état de nos travaux.\

`Conflit des Malouines` suite réponse`

- Je vous ai déjà dit qu'il y avait eu, hier soir, un long entretien, un long échange de vues entre les neuf principaux participants sur la guerre des Malouines.

- Si vous me posez des questions là-dessus - je ne suis d'ailleurs pas autorisé à vous révéler ces conversations qui n'ont pas fait l'objet jusqu'alors d'un document public - il n'est pas difficile d'imaginer la solidarité qui s'exerce à l'égard de notre alliée, la Grande-Bretagne, face à ce qui ne peut pas s'appeler autrement qu'une agression. Se pose, à l'origine, le problème du droit et de la souveraineté, ou des capacités juridiques détenues par tel ou tel autre pays, nous ne pouvons pas accepter qu'un problème de ce type soit réglé par la violence. Ou alors, à quoi s'engagerait-on ?

On a protesté dans d'autres circonstances & on le devait dans celle-là. A-partir du moment où la Grande-Bretagne usait de son droit de défendre ce qu'elle estimait être une possession, et surtout de refuser le fait de la violence, tous les pays alliés de la Grande-Bretagne, lorsqu'ils se trouvent en Europe occidentale, ont naturellement affirmé leur solidarité.

- Mais ils ne pouvaient pas oublier non plus les très profondes affinités qui existent entre l'Amérique latine et nos civilisations d'Europe occidentale, à quoi s'ajoute la réalité quotidienne de relations qui sont généralement profondes et bonnes entre nos peuples.

- C'est cela, la vie politique. Nous voyageons, face aux événements, entre des dangers, des périls et, sur le mode mineur, des inconvénients. Il faut choisir. Mais pas au-delà de la nécessité.

- Ce qui veut dire que nous avons débattu de ce qui pouvait maintenant survenir, selon la décision des armes. Le vœu général est qu'il soit possible de parvenir, comme l'indiquait la résolution 502 des Nations unies, à un cessez-le-feu qui permettrait de débattre, cette fois-ci, en paix, avec toutes les amitiés retrouvées, de la possibilité de chercher une issue qui convienne aux parties prenantes.\

QUESTION.- Monsieur le Président, dans votre exposé, ce matin, vous avez, en préambule, me semble-t-il, invité vos homologues à se mettre d'accord sur la -nature et l'origine de la crise économique que nous traversons depuis quelques années. Avez-vous le sentiment, à l'issue de la discussion, que cet accord sur les origines et les causes de cette crise existe ?

- LE PRESIDENT.- L'objet essentiel n'était pas celui des causes, bien que naturellement - et je comprends le sens de votre question - on n'ait pas pu séparer arbitrairement l'examen des remèdes sans avoir analysé l'origine de la crise mondiale.

- L'une des raisons principales de cette crise, reconnues par tous, tient au fait qu'une nouvelle révolution industrielle a suivi les progrès de la science et de la technique et que, comme toujours - c'est le problème central - cette mutation technologique n'a pas été préparée ou suivie par les responsables politiques. De la sorte, un décalage s'est produit, spécialement depuis dix ans, comme il s'était produit au moment des deux premières révolutions industrielles, mais avec un caractère plus aigu encore, entre le moment où explose le progrès technologique et le moment où la société s'y adapte, le moment où l'ancienne société s'effondre, avec une formidable déperdition des emplois, tandis que tarde à naître la nouvelle société, avec le développement des emplois nouveaux.

- Or, tout le problème consiste à faire que la révolution technologique, qui est effectivement - c'est son nom - révolution, et porte donc en elle un puissant changement, soit accompagnée, par exemple, de formation professionnelle pour qu'une main-d'oeuvre soit immédiatement en mesure de maîtriser les nouvelles technologies & pour que ces technologies entraînent très rapidement, dans les domaines où elles le peuvent, la création d'emplois. Si il y a robotisation, il faut aussi fabriquer les robots, et les robots ne viennent pas de nulle part. Ils viennent de la connaissance d'une science et d'une technique, généralement électroniques, qui doivent employer des centaines de milliers de personnes, pour ne prendre que cet exemple.\

` Crise économique et technologie ` suite réponse `

- Mais, j'irai plus loin, dans certains domaines - prenons celui de la santé - les technologies et les biotechnologies peuvent permettre sur-le-plan de l'alimentation et sur-le-plan du médicament, si cela est bien géré, de modifier considérablement la façon dont est supportée la charge de santé qui, comme vous le savez est l'un des facteurs principaux de déséquilibre des prélèvements obligatoires dans la plupart de nos pays, en même temps qu'avoir des effets curatifs, qui n'aspiraient pas en moins, mais en plus, dans le sens de la protection générale. Cependant, la technologie doit permettre de penser que cela se ferait dans des conditions infiniment plus économiques. Mais pas tout de suite, au contraire. Il faut donc hâter la transition. Pour cela, il faut s'en assurer la maîtrise et, d'abord, il faut y penser. Combien de gens n'y ont jamais pensé !\

` Crise économique et technologie ` suite réponse `

- Prenez le cas de l'agriculture. On a déjà constaté - ce n'est pas du tout voyager dans l'utopie - que l'autosuffisance alimentaire était possible simplement en démultipliant les moyens de productions agricoles des pays du tiers monde - c'est ce qu'est en-train de démontrer dans la réalité quotidienne un pays comme l'Inde - à compter du moment où telle ou telle forme de bio

réalité quotidienne un pays comme l'Inde - à compter du moment où telle ou telle forme de bio-énergie, de bio-technologie, est en mesure de démultiplier cette production. C'est ce qui se produit dans plusieurs autres pays du tiers monde. Des pays qui disposent d'une certaine richesse et, donc, du moyen d'investir, peuvent considérablement modifier les données des industries agro-alimentaires et de la nourriture dans le monde, c'est-à-dire aboutir à une meilleure économie, prise dans les deux sens du terme, économie en général, mais aussi économie dans le sens d'être économe des forces de l'humanité, tout en produisant davantage.

- Alors, tout cela a été étudié et je peux vous dire, monsieur Gouze, que les sept délégations, autres que celle de la France sont intervenues après que j'aie fait ce rapport introductif, et que chacun a ajouté ses suggestions, a fait valoir ses observations - toutes sont allées dans le même sens - en considérant que c'était une démarche essentielle, bref une dimension nouvelle, pour l'appréhension du monde moderne par les pays en question.\

QUESTION.- Pour revenir au problème monétaire, est-ce que le président Reagan a accepté le principe d'une intervention américaine sur les marchés des changes ?

- LE PRESIDENT.- Je vous ai dit tout à l'heure que le principe d'interventions - au pluriel - sur le marché des changes avait été retenu, que l'on débattait de ses modalités, que tout cela ferait l'objet du rapport, mis au point à l'heure actuelle par les ministres de l'économie et des finances, et qui sera réexaminé par les représentants personnels avant demain matin.

- QUESTION.- Il est question de restreindre les crédits à l'exportation vers l'Union soviétique. Jusqu'où la France est-elle prête à aller dans cette direction, j'ajouterai en échange contre le premier pas fait par M. Reagan, vers la stabilisation des taux de change ?

- LE PRESIDENT.- Cette discussion a eu lieu pendant le repas d'aujourd'hui, dans le cadre des discussions des relations Est - Ouest dont j'ai dit, pour commencer, qu'elles avaient eu un aspect spécifiquement politique et militaire, et qu'elles avaient aussi cet aspect économique que vous venez de relever. Je ne veux pas précéder le moment où la position de la conférence sera connue, c'est-à-dire sera mise au point. On peut cependant établir une distinction dès maintenant entre l'aspect économique, touchant à la technologie de pointe qui pourrait avoir des applications militaires et, d'autre part, le problème des crédits sous deux aspects également : le volume des crédits et des taux des crédits.\

`Crédit à l'exportation vers l'Union soviétique ` suite réponse`

- Différentes thèses se sont confrontées - je n'ai pas dit affrontées - ont été exposées successivement, et le problème pour l'instant est de savoir comment les harmoniser. Il y a ceux qui pensent que certaine forme d'embargo commercial peut être utile pour réduire par contre-coup la puissance militaire, la puissance tout court de l'Union soviétique, dans le conflit virtuel ou latent qui, pour l'instant, l'oppose aux forces de l'Ouest `relations Est - Ouest`, ceux qui pensent que cette tension complémentaire ajouterait à la gravité de la situation, sans réduire en rien les périls ou peut être même en y ajoutant quelque chose. Il y a ceux qui pensent qu'il doit y avoir un volant normal d'échange entre l'Union soviétique et les pays d'Europe occidentale. Au demeurant, je crois que les échanges de l'Union soviétique avec le monde occidental, en tout cas avec l'Europe, n'atteignent pas 1 % de son produit national brut, c'est dire sa modicité. Mais alors, en quoi est-ce que cela pourrait peser sur les choix politiques de l'Union soviétique ?

- D'autre part, naturellement, les pays du continent qui sont les voisins de l'histoire et de la géographie de l'Union soviétique estiment que s'il faut renforcer l'Occident, auquel il faut ajouter le Japon, dans sa compétition de tous ordres avec l'Union soviétique, ce renforcement des moyens doit être mis au point pour pouvoir négocier, c'est-à-dire pour pouvoir réussir la négociation, et pas le contraire. Ce n'est pas un instrument de tension c'est un moyen d'arrangement, de retour à un dialogue, pour peser sur ce dialogue et non pas pour le contrarier ou pour l'empêcher. Cette conception, c'est celle de la France, en tout cas. Je ne m'avancerai pas plus pour parler des autres, qui sont assez grands pour s'expliquer eux-mêmes, mais ces thèses ne sont pas allées jusqu'au conflit. C'est l'objet de notre conversation. Je suppose que cette conversation continuera d'ailleurs dans d'autres instances.\

QUESTION.- J'aimerais vous poser une question à propos des taux d'intérêt américains et des difficiles problèmes budgétaires des Etats-Unis pour l'année 1982. Quelles sont les conclusions

concrètes qui se sont dégagées après les discussions sur ce débat, et quels sont les problèmes qui restent encore en suspens sur ces deux points ?

- LE PRESIDENT.- C'est une question qui peut être normalement posée au président des Etats-Unis d'Amérique. Que les taux d'intérêt de l'argent soient un problème international, assurément. On en a naturellement parlé. Ce n'est pas un mystère, et c'est un des sujets importants de conversation.

- Quant aux problèmes budgétaires, on peut en penser ce que l'on voudra. On peut s'inquiéter du déficit budgétaire américain. On peut penser qu'en dépit des réussites très réelles dans la lutte contre l'inflation menée par le président des Etats-Unis d'Amérique et son gouvernement, le déficit budgétaire reste une menace ou qu'il, en tout cas, suscite l'inquiétude des marchés. Que cette réduction de l'inflation ne soit pas suivie par la réduction des taux d'intérêt est au fond illogique.

- C'est un problème spécifiquement américain : nous l'étudions mais nous n'avons pas à nous substituer à M. Reagan pour savoir comment il doit conduire sa politique. Il a la confiance de son peuple et il a la charge de conduire cette politique, cela n'est pas de notre ressort. Nous ne nous en préoccupons que lorsque les conséquences de cette politique des taux d'intérêt élevés compromettent notre propre expansion économique. J'observe, en tout cas, que ce qui se déroule depuis hier justifie le pronostic que j'émettais devant une quinzaine d'entre vous avant-hier - c'était avant l'ouverture de la conférence - lorsque je disais : "Je suis plus optimiste aujourd'hui que je ne l'étais il y a trois mois".\

QUESTION.- Vous attribuez à la mutation technologique les difficultés économiques actuelles. Comment est-ce que vous situez la crise pétrolière dans ce contexte ? Est-ce que vous pensez qu'elle est en voie de résorption ?

- LE PRESIDENT.- Vous m'avez écouté d'une oreille distraite. Je n'ai pas dit que la cause de la crise, c'était la mutation technologique & j'ai dit que l'une des causes principales de la crise était la mutation technologique & laquelle mutation technologique a provoqué - c'est presque concomitant - un formidable transfert des lieux de production hors des vieux pays capitalistes où est née la première révolution industrielle `délocalisation`. Ces pays ont été évacués par de grandes entreprises qui sont allées chercher ailleurs leurs profits. Cela fait partie des causes, mais il y en a d'autres. Si l'on se reporte aux dix dernières années, il y a les chocs pétroliers. Il y a eu plusieurs chocs pétroliers mais ce sont des causes secondes, ce ne sont pas des causes premières.

- Nous avons encore d'autres explications. Moi j'en ai une, mais je ne demande pas aux autres de la partager. Je suis de ceux qui sont convaincus que ce que l'on appelle la stratégie des sociétés multinationales n'a pas été pour rien dans le développement de la crise. Mais enfin, on ne va pas s'engager dans des discussions de ce type, ce n'est ni le lieu ni le moment, d'autant que si vous posez une question quant à mon explication personnelle sur les origines de la crise, ne me faites pas dire que je n'ai attribué ces origines qu'à la mutation technologique. C'était l'une des explications principales.\

QUESTION.- Suite à la nouvelle flambée de violence au Liban, et à un mois et demi des élections présidentielles libanaises, auriez-vous à proposer à vos partenaires un plan d'actions communes pour sauver le Liban et pour que les élections se déroulent dans un climat de liberté comme un envoi d'une force multinationale pour remplacer la force syrienne sur place ?

- LE PRESIDENT.- La position de la France sur le Liban est simple : elle tend à contribuer, dans la mesure où le gouvernement légitime du Liban le demande, au maintien de l'indépendance et de l'unité du Liban.

- D'autre part, la France n'engage pas d'action spécifiquement française & elle contribue à la démarche internationale et, à ce-titre, à la force internationale particulièrement renforcée au cours de ces dernières semaines `FINUL`.

- L'objectif politique, lui, relève de l'autorité du gouvernement libanais, et pas de l'autorité de la France. A savoir de quelle façon il convient d'agir par-rapport à la Syrie, par-rapport aux forces palestiniennes, par-rapport aux divisions internes à ce pays, ou par-rapport à Israël. Ca c'est le

problème du gouvernement libanais. La France est l'amie du Liban, elle ne se substitue pas au Liban.\

QUESTION.- Monsieur le Président, je voudrais vous demander de nous préciser si l'optimisme dont vous avez parlé tout à l'heure s'étend aux taux d'intérêt. Autrement dit, est-ce que vous attendez une baisse maintenant, davantage que vous ne l'attendiez il y a quelques semaines ?

- LE PRESIDENT.- Mon optimisme ne va pas jusque-là. J'observe que sur-le-plan de la technologie, du rapport introductif, on est allé très loin, et d'une façon assez remarquable, prometteuse, constructive.

- J'observe que sur-le-plan monétaire, les progrès sont très réels & sur-le-plan commercial aussi. Encore la discussion n'est-elle pas close. A l'intérieur de tout cela jouent les taux d'intérêt de l'argent. Je ne puis faire, à l'heure où je suis, aucune affirmation. Je ne peux rien affirmer, car seule la fin du débat me le permettra.

- Est-ce que l'amélioration de cette situation sera consécutive aux délibérations de ce sommet ? Est-ce qu'à mon avis, - et à mon avis -, ce le sera de façon plus probable à moyen terme, ou bien pas du tout ? Je n'exprime pas là-dessus d'optimisme particulier. Ce qui prouve que votre question pouvait être justifiée.

- Je ne suis pas d'un optimisme général, vague et univesel. Seulement, comme on pouvait le craindre, il y a trois ou quatre mois, que l'on n'aboutirait sur rien, en-raison du désordre général, il faut constater que c'est un progrès.\

QUESTION.- Monsieur le Président, avez-vous le sentiment que depuis Ottawa, la position du président Reagan et la vôtre se soient rapprochées ? Est-ce que l'échec de la politique américaine libérale en-matière de lutte contre le chômage et l'échec de la politique française socialiste en-matière de relance et de lutte contre l'inflation vous ont amenés, chacun, à douter un peu de votre religion et à conclure que, peut-être, le compromis, le juste milieu était la bonne voie ?

- LE PRESIDENT.- C'est une vue un peu polémique que la vôtre ... ce qui n'a pas lieu de me surprendre ... mais c'est vous qui parlez, ce n'est pas moi.

- Nos préoccupations, madame, sont les mêmes : il faut réduire et l'inflation et le chômage. Nous avons tous ce double objectif. Il n'y a pas à débattre en disant & il aurait voulu réduire l'inflation mais pas le chômage, et l'autre aurait voulu réduire le chômage et pas l'inflation. Nous voulons, l'un et l'autre, réduire et l'inflation et le chômage. C'est un casse-tête car il me semble qu'on s'y est cassé la tête avant nous en France. Le problème nous est posé. C'est dans l'ordre des moyens que la discussion commence, dans l'ordre des moyens, pas sur l'objectif. Donc, il n'y avait pas d'un côté une politique qui acceptait l'inflation, et une politique qui acceptait le chômage. Les effets de ces politiques doivent être appréciés, ils sont de l'ordre normal de votre commentaire.\

`Chômage ` inflation ` suite réponse ` Moi, je suis de ceux qui pensent que la lutte contre l'inflation nécessaire doit être menée à un rythme qui permette de ne pas dépasser le seuil de tolérance dans le chômage. Bref, pour être encore plus concret, gagner quatre points d'inflation, ce serait une grande réussite et un remarquable instrument pour nous. Mais si cette réduction doit provoquer 400000 ou 500000 chômeurs précipités, en plus de ceux qui déjà se trouvent éloignés du marché du travail, alors nous disons non. Nous disons : il faut moduler.

- D'autres pays ont accepté de prendre davantage de risques sur-le-plan de l'emploi, et, cela s'est produit comme prévu. Nous avons, nous, moins réduit notre inflation que d'autres, et les autres ont vu leur chômage s'accroître considérablement par-rapport au nôtre.

- Voilà pourquoi il faut plutôt chercher la synthèse dans cette affaire, que la contradiction. Il ne nous est pas du tout difficile de nous mettre d'accord pour tenter de réduire d'un commun accord, ensemble et l'inflation et le chômage.

- Cela ne va pas jusqu'à surmonter tous les intérêts nationaux, tous les égoïsmes, mais je l'ai dit tout à l'heure, j'observe dans cette réunion un progrès.

- Pourrait-on dire que M. Reagan et moi-même nous sommes rapprochés, bien qu'après tout le rapprochement n'est que dans l'explication ? Je ne suis pas à ce point simpliste d'avoir imaginé que M. Reagan se moquait du chômage, et je suppose qu'il ne me juge pas assez simpliste pour

avoir cru que je ne m'intéresserais pas à l'inflation. Mais je modifie davantage ma démarche parce que je ne veux pas qu'une secousse anti-inflationniste développe brutalement le chômage. Ce problème humain qui touche à l'équilibre même de nos sociétés me préoccupe beaucoup et il est normal que je place cela dans mes préoccupations au même niveau que la lutte contre l'inflation. Voilà tout.

- Quant à nos relations politiques et personnelles, M. Reagan est le tenant d'une politique pour la France. Les Etats-Unis et la France ont beaucoup à faire ensemble. C'est ce à quoi nous nous appliquons, je vous l'assure, avec beaucoup de compréhension mutuelle.\

QUESTION.- Monsieur le Président, certaines des décisions et recommandations qui sont prises dans les sommets des pays occidentaux, concernent des problèmes presque typiquement des pays industrialisés, comme le problème du chômage et les taux d'intérêt. Mais il y a des décisions qui concernent des problèmes qui ont une portée internationale, comme le problème monétaire et le problème du commerce international.

- Comment allez-vous tenir au courant les pays en développement des décisions qui sont prises et qui les concernent en partie ? Est-ce que c'est par le canal des organisations internationales existantes où l'on a l'habitude de débattre de ces problèmes ou va-t-il y avoir, disons, un organisme spécial pour tenir au courant les pays en développement de vos décisions ?

- LE PRESIDENT.- Il n'est pas prévu de créer des institutions nouvelles, tout au plus des organismes transitoires de travail, d'étude et de propositions aux fins de relancer l'action des institutions existantes. Donc, il n'est pas prévu d'institutions nouvelles.

- Si le rapport sur la technologie, qui est un domaine qui s'ouvre à nous, devait aboutir à des propositions sur des institutions nouvelles, nous le saurions d'ici la fin de l'année, mais je répète qu'il s'agit d'un terrain nouveau.

- Quant au problème, que vous avez évoqué et qui occupe l'esprit des responsables depuis tant d'années, celui des institutions existantes, les institutions politiques comme l'Organisation des Nations unies `ONU` doivent garder leur pleine autorité et vous savez que le vœu de la France est que s'y engagent des négociations globales.

- D'autre part, il existe les grandes institutions, qui ne sont pas dérivées de l'Organisation des Nations unies mais qui sont davantage dérivées des accords de Bretton-Woods & le Fonds monétaire international, la Banque mondiale. Nous tenons absolument à ce que ces institutions demeurent, nous tenons aussi à ce que les procédures soient renforcées & c'est ce que j'ai dit tout à l'heure à propos du GATT. Simplement, à l'intérieur de ces institutions nous souhaitons, qu'il y ait des compétences nouvelles.

- C'est ce qui explique notre insistance pour que la Banque mondiale se dote d'un organisme particulier qui se préoccupe du développement des énergies renouvelables dans les pays qui ne possèdent pas de pétrole. Je cite ceci à-titre d'exemple. Donc, nous ne fondons pas d'institutions nouvelles.\

QUESTION.- Les événements du Proche-Orient ont rendu, au moins une partie du dîner des ministres des affaires étrangères, hier, sinistre. Quel effet ces événements ont eu sur le déjeuner des chefs d'Etat ?

- LE PRESIDENT.- Je vois à quoi vous faites allusion. Bien que j'aie eu le temps de ne jeter qu'un regard rapide sur les journaux de l'après-midi, j'ai vu que M. Cheysson avait déclaré qu'une partie du dîner avait été sinistre. A moins que mon attention ait été distraite, j'ai l'impression qu'il parlait surtout des problèmes des Malouines et de la situation dramatique dans laquelle se trouvaient des pays, des amis loyaux et fidèles et solidaires de la Grande-Bretagne qui voient les conséquences objectives de l'événement c'est-à-dire la nécessité de préserver les chances de bonne entente avec les peuples sud-américains.

- Je ne sais s'il s'agissait des événements du Moyen-Orient, mais s'il l'avait dit à propos des problèmes du Moyen-Orient, Irak, Iran, je le comprendrais, car les développements de cette guerre sont considérables. Ce n'est pas pour autant qu'il faille être sinistre, bien que sinistre ne soit pas un nom si détestable que cela parce que, malgré tout, il vient du mot latin qui parle de la gauche. Mais, ce que je veux dire, c'est que peut-être, par un souci étymologique rigoureux, qui pourrait paraître, dans les circonstances, désuet, le ministre des relations extérieures a peut-être

voulu dire qu'il avait des préoccupations d'un ministre dans un gouvernement de gauche.

- S'il s'agit de sinistres, alors reconnaissez que, d'un côté avec la Grande-Bretagne et l'Argentine, de l'autre l'Irak et l'Iran, il y a de quoi être préoccupé. Mais un responsable politique ne vit pas dans la sinistrose : il se fixe comme but de tenter de guérir les plaies et de trouver les solutions.

- On a parlé, hier soir, des problèmes des Iles Malouines. On a un peu évoqué le problème des retombées de la guerre Irak - Iran. J'en ai parlé dans plusieurs réunions, dans des conversations bilatérales, notamment avec le président Reagan la veille, dans les rencontres que nous avons eues à Paris. Il est normal que cela fasse partie des sujets dont nous parlons mais cela n'était pas vraiment à l'ordre du jour.

- Voilà tout ce que je peux vous dire sur votre intervention.\

QUESTION.- Monsieur le Président, est-ce que le fait d'avoir choisi le Château de Versailles comme -cadre du sommet est un acte symbolique ? Autrement dit, avez-vous voulu marquer par là un certain renouveau du rayonnement et de la puissance française ?

- LE PRESIDENT.- C'est un acte symbolique, vous avez raison de le dire et, en même temps, très réel, puisque vous y êtes, et moi aussi. C'est donc un acte concret qui a une valeur symbolique. Nous n'habitons pas le symbole, on ne se promène pas sur des petits nuages : nous sommes au Château de Versailles.

- Pourquoi, madame ? Pour les raisons que vous avez dites, mais que je mettrai dans un ordre différent : d'abord parce que nous avons pour mission de recevoir six pays amis et la Communauté européenne `CEE` et nous tenons à bien les recevoir au nom du peuple français. Nous savons que le peuple français aime bien recevoir ses invités et qu'il est heureux de recevoir aujourd'hui, en France, les hôtes illustres qui sont venus lui faire cette visite, qui sont venus y travailler, qui sont venus, je l'espère y travailler pour le progrès et pour la paix.

- Nous tenons donc à les recevoir bien & nous n'avons rien fait de trop, nous avons fait ce qu'il fallait. Et puis, je vous le confesse, vous m'avez deviné, si cela peut servir le rayonnement de la France, je m'en réjouis, bien entendu, et cela reste dans notre conscience. Nous veillons à ce que tout se passe le mieux possible pour que le rayonnement de la France, dans ces lieux très beaux, puisse faire que ceux qui nous quitteront puissent dire : cette France, cette France d'autrefois et cette France d'aujourd'hui, ce n'est pas si mal que cela.

- J'ai lu dans un journal qu'un de nos amis hollandais avait dit : "Ce n'est pas très républicain tout cela". Mais le peuple de Paris est venu aussi à Versailles, il n'y a pas que les monarques... et ils s'y sont même rencontrés dans des jours difficiles.

- J'ajoute que la République est dans ses meubles, cela fait déjà un bout de temps. On ne voit pas pourquoi la République s'installerait, par vocation naturelle, dans les endroits où ni l'art, ni l'histoire, ni le confort n'aient été réunis.

- Voilà les raisons que je peux vous donner. Il semble bien que chacun soit heureux de se retrouver dans ce décor, mais le décor ne suffirait pas, il faut aussi mettre autre chose, c'est-à-dire réussir la conférence.\

QUESTION.- Donald Regan, secrétaire américain au trésor, a déclaré en début d'après-midi que les USA étaient toujours opposés à une politique concertée d'intervention sur les marchés des changes. Jacques Delors et vous-même avez une interprétation différente de la position américaine. Comment expliquez-vous cette différence ?

- LE PRESIDENT.- Vous verrez demain. Je dis ce que j'ai entendu, puisque je ne suis que l'interprète de déclarations faites par les uns et par les autres, des documents qui me sont remis. Qu'il y ait donc une amorce, une volonté surtout, d'interventions... (au pluriel), d'interventions sur le marché des changes, cela ressort de l'évidence : c'est bien ce que j'ai entendu et c'est ce que je rapporte.

- S'il devait y avoir, in fine, avant l'adoption du texte, des divergences, je vous les ferais connaître demain. Nous sommes pour l'instant au travail. Telle est la volonté exprimée sur laquelle travaillent à l'heure actuelle les ministres de l'économie et des finances sauf le nôtre puisqu'il est encore là, mais enfin je pense qu'il ne va pas tarder à rejoindre les autres. Il ne semble pas très inquiet sur la suite de ce débat.

- Encore une question...\

QUESTION.- Monsieur le Président, les problèmes du dialogue Nord - Sud n'ont pas été abordés encore aujourd'hui au fond, mais l'approche des autres dossiers qui ont une incidence tout de même sur celui-là vous semble-t-elle aller dans le sens d'un certain optimisme pour ce dialogue Nord - Sud ?

- LE PRESIDENT.- Je ne dirai rien là-dessus. C'est un des points sur lesquels j'estime que nous avons reculé depuis Ottawa. Est-ce qu'à Versailles ce recul sera compensé ? Je ne peux pas l'affirmer.

- QUESTION.- Monsieur le Président, votre discours d'inauguration était tourné vers l'avenir, c'est pour cela que vous avez privilégié l'aspect technologique, ou la cause technologique de la crise. Mais ceci a été fait aux dépens d'autres causes qui représentent peut-être le présent, l'actuel. Vous avez mentionné tout à l'heure par exemple les sociétés multinationales.

- Réduire les causes dans les discours et dans les discussions du sommet, c'est peut-être pratique et pragmatique, mais est-ce que ce pragmatisme ne risque pas d'atteindre les résultats et les conséquences que peut avoir ce sommet ?

- LE PRESIDENT.- J'avoue ne pas très bien saisir le sens de votre question. Ce que je peux vous dire, c'est que mon rapport était essentiellement axé sur le présent et je m'en suis expliqué longuement tout à l'heure en disant que tout le problème de la crise était de réduire le temps de la transition qui sépare le moment où l'évolution de la science et de la technique provoque une grave dépression, notamment de l'emploi - c'est ce qui se produit depuis dix ans, ai-je dit - et le moment où la société s'y adapte et de raccourcir le délai pour que, très vite, on reprenne un régime de croisière qui permette de redéployer l'emploi grâce-aux nouvelles techniques.

- C'est le présent, cela. C'est un problème qui se pose à nous aujourd'hui, qui se pose à nous d'ailleurs déjà depuis des mois et des années. Dommage qu'on n'ait pas pensé plus tôt à en débattre. Ce n'est pas du tout du futurisme et j'ai même donné des exemples. On a parlé d'autres choses mais ce débat a été compris par tous les participants comme une dimension finalement indispensable. Désormais, cela fera partie des travaux de la conférence au sommet.

- Quant aux causes de la crise, je ne répéterai pas ce que j'ai dit tout à l'heure. Je n'ai pas prétendu trancher. L'une des causes est celle-là, nous l'avons étudiée, tenté de la cerner, sans prétendre répondre par là à toutes les autres causes.

- Je vois des mains qui se lèvent encore... On va épuiser tous les sujets, on n'aura plus rien à se dire demain...\

QUESTION.- Monsieur le Président, a-t-on évoqué la question commerciale japonaise ?

- LE PRESIDENT.- Je l'ai dit tout à l'heure.

- QUESTION.- On vous entendait très mal.

- LE PRESIDENT.- Nous avons engagé la discussion cet après-midi sur la monnaie et le commerce. Nous avons terminé la discussion sur la monnaie et nous avons commencé, mais pas terminé, la discussion sur le commerce. Mais la discussion sur le commerce a déjà provoqué les interventions de plusieurs d'entre nous, notamment M. Reagan, M. Susuki et quelques autres, si bien que j'ai déjà dit que cela était centré, d'une part, autour des problèmes du GATT et, d'autre part, autour des problèmes des relations commerciales du Japon avec l'Amérique du Nord et l'Europe occidentale.

- Une dernière question... ?\

QUESTION.- Jusqu'à maintenant, on a eu l'impression, surtout dans les pays du tiers monde, que les mutations technologiques ont servi à creuser encore davantage le fossé existant entre les pays industrialisés et les pays pauvres et que, d'un autre côté, ces mutations technologiques ont servi à accroître la domination des pays industrialisés sur les pays pauvres. D'autre part, l'introduction de certaines technologies dans les pays pauvres, où les travailleurs ne sont pas suffisamment organisés, risque, me semble-t-il, d'avoir des conséquences graves pour le monde du travail - surtout l'emploi et les salaires - dans ces pays.

- On connaît plus ou moins votre position, mais je voudrais savoir si vous avez discuté avec les six autres pays sur ces problèmes ?

LE PRESIDENT. - Vous savez, j'ai dit tout à l'heure que j'étais en train de discuter avec les six autres pays sur ces problèmes.

- LE PRESIDENT .- Votre question tombe a pic ! Il vous suffira d'ouvrir mon rapport, et vous y trouverez la réponse, car c'est précisément l'un des sujets sur lesquels je me suis longtemps attardé, avec les rédacteurs de ce texte. Pour répondre à cette question, qui est une des plus graves, il ne faut pas, en effet, que ce développement technologique se retourne contre les peuples du tiers monde qui ne seraient pas en mesure de supporter la compétition et qui se verraient imposer des modes de vie et de pensée qui ne sont pas ceux de leur préférence. Donc, il vous suffira d'ouvrir le rapport et vous trouverez la réponse.

- Merci.\